

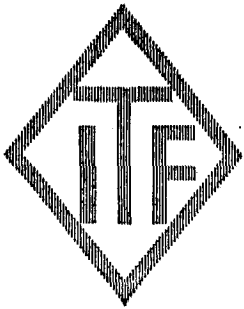


# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT  
PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET  
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET  
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-  
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

5ème année

Amsterdam, le 2 octobre 1937.



Quel est le sort de (I.T.F.) Le sort du cheminot dantzikois  
Wiechmann?----- Hans Wiechmann reste un mystère . La

Gestapo avait expédié à l'adresse d'un ancien permanent du parti socialiste de Dantzig une lettre qui venait, prétend-on, d'Espagne et était signée par le cheminot disparu. Nous avons déjà affirmé que cette lettre n'était autre chose qu'une grossière falsification. Sur ces entrefaites la police a fait comparaître l'épouse de Wiechmann. Après un court interrogatoire, la femme--déjà ébranlée par une perquisition inopinée, d'ailleurs vaine, en sa demeure-- fut renvoyée chez elle. Le lendemain, on la manda de nouveau et on lui soumit enfin la lettre venant soi-disant de son mari. La pauvre femme à bout de nerfs, fut alors interrogée et encore interrogée jusqu'à ce qu'elle se fût déclarée prête à signer un procès-verbal disant que l'écriture de la lettre pouvait être de son mari. Ses nombreuses réserves ne furent pas, il va sans dire, incorporées dans le procès-verbal. L'interrogatoire avait été fait par quatre policiers de la Gestapo à la fois dont l'homme qui, le 25 mai, avait arrêté Wiechmann!

Afin d'effacer les traces de son méfait, la police nazie a à présent confisqué le "dossier Wiechmann". Les bureaux de l'avocat de Madame Wiechmann furent l'objet d'une de ces perquisitions illicites, qui ne sont que trop fréquentes à Dantzig, et à cette occasion on mit "en sûreté à la disposition de la police" le dossier Wiechmann. Il y avait dans ce dossier la dernière note écrite de Wiechmann, un billet à sa femme auquel il disait que toute la journée déjà des policiers le suivaient, qu'il devait encore aller à une réunion et qu'il la priait de venir le prendre le soir à la gare de Dantzig-Oliva. C'est ce que la femme a fait et ce n'est qu'ainsi qu'elle a été le témoin d'une arrestation qui sinon serait probablement restée inconnue.

Un marin allemand d'une ligne d'Ex- (I.T.F.) "Nous étions à l'ancre à  
l'Extrême-Orient raconte.----- Shanghai et avions encore un lot à

décharger lorsque nous vîmes arriver dans le port les premiers navires japonais transportant des troupes, escortés de croiseurs. Notre second courait sur le pont de long en large comme un fou, nous interdisant d'aller à terre le soir.

Il nous parla de balles, de la révolte des Boxers; autrefois, longtemps avant la guerre mondiale, il avait fait partie de la marine de guerre impériale et avait servi dans la flotte de l'étranger. Il disait qu'il détestait les Chinois mais, entre cette époque et aujourd'hui il y avait eu Kiao-Tchéou et il ne pouvait pardonner aux Japonais, à ces "singes jaunes" d'avoir pris cette colonie allemande sans défense.

Tous à bord étaient contre les Japonais; les officiers comme anciens officiers de la marine de guerre, les matelots parce que anti-fascistes. Seule le "chef de point d'appui" (nazi) un 3ème mécanicien prenait le parti des Japonais, les alliés de "Heini" (Hitler) dans la lutte contre le "bolchevisme mondial!"

Ce fut une assez singulière histoire, avec le lot que, au fond, nous devions encore décharger à Shanghai. C'était un secret de Polichinelle que les mystérieuses caisses contenaient d'authentiques cartouches allemandes à Pfennigs: 3,1/2 la pièce destinées au fusil N°98 exporté de tout temps déjà, en Chine. Un Allemand et un Japonais étaient venus à bord et s'étaient éclipsés au "salon". Plus tard le vieux avait donné l'ordre de lever l'ancre. Pour voyage du retour. Les cartouches n'avaient pas été déchargées. Notre "musée révolutionnaire"--l'unique Nazi à bord--était content.

Mais alors nous avons mouillé dans le port de Hongkong. On chargea et... déchargea. Egalement les caisses. Personne ne l'aurait remarqué si le second ne s'était avisé de surveiller personnellement les travaux à l'écouille...

Notre "musée révolutionnaire" était jaune de rage. Mais les affaires sont les affaires, lui a dit le second en clignant de l'oeil. Cela indiffère parfaitement aux cartouches allemandes... qu'elles soient tirées sur les Japonais, les alliés de Heini, ou lancées par ceux-ci... C'est ainsi qu'on taquina l'agent nazi jusqu'en Méditerranée. Alors les propos changèrent de thème: L'Espagne, Gibraltar et la question de savoir combien de temps le Tommy patienterait encore...."

Des citoyens dantzikois sont poussés dans l'armée allemande.----- (I.T.F.)

Tous les membres dantzikois des SS et SA sont contraints de faire pendant un à deux mois, des exercices militaires en Allemagne. Celui qui refuse perd son gagne-pain. Jusqu'à quel point des exercices militaires en Allemagne sont haïs, ressort nettement du fait que la direction du chantier d'Etat à Dantzig a, dans une circulaire à ses ouvriers et employés, fait entendre de ne pas tenter de démarches en cas "d'appels pour une période" vu que celles-ci n'auraient son appui que dans les cas d'extrême nécessité. Aucun des fonctionnaires ouvriers et employés municipaux ayant l'âge du service militaire n'échappent à ces exercices. La "pauvre" municipalité de Dantzig qui, prétendant n'avoir pas les ressources de verser les secours de chômage nécessaires, a envoyé de force près de 25.000 travailleurs en Allemagne, a les moyens de verser des secours de chômage aux ouvriers qui font une période de service militaire dans le Troisième Reich...

La dépression des salaires dans le (I.T.F.) Troisième Reich.- Un aveu.-----

(I.T.F.) Nous avons autorisé les établissements qui sinon (selon leurs propres affirmations! Red.) n'auraient plus été viables, à introduire une nouvelle classification moins onéreuse, dans les échelles de salaires. Nous avons toutefois avec certains de ces employeurs dû faire l'expérience qu'ils ont simplement profité de la latitude que nous leur offrons pour remplir leurs poches"--ainsi déclara Johlitz, chef régional du Front allemand du travail pour l'Allemagne occidentale (suivant un compte-rendu dans le "Ruhrarbeiter", premier numéro de septembre 1937).

Salaires maxima à la place de salaires au rendement.-----

(I.T.F.) Suivant des affirmations nationales socialistes les taux de salaire contractuels ne seraient que des taux minima devant dans la mesure du possible être majorés au moyen de primes au rendement. En réalité toutefois, les Commissaires au travail, désignés par les Nazis pour contrôler les salaires, transforment sciemment ces taux contractuels en des taux minima. C'est ainsi que le Commissaire au travail pour l'Allemagne centrale a fait savoir à présent qu'il ne tolérerait aucune tentative de la part d'employeurs en bâtiment de soutirer par des offres de salaires plus élevés, des ouvriers à d'autres entreprises (on sait qu'en Allemagne centrale il y a un besoin urgent d'ouvriers du bâtiment vu la construction de nombreuses casernes et d'aérodromes souterrains). "Les salaires dans les contrats d'entreprise sont, il est vrai, des taux minima pouvant être dépassés mais celui qui, en promettant des salaires supérieurs aux contrats, cherche à attirer vers lui des salariés d'autres entreprises trouble la paix industrielle (!) et compromet le maintien du niveau des salaires et des prix, voulu par le gouvernement" (suivant le "Frankfurter Zeitung" 14 septembre 1937)

Le Commissaire menace les employeurs "coupables"--la majorité ont

à exécuter des commandes de l'Etat --d'un rigoureux contrôle du calcul de leur prix, de sorte qu'il leur deviendra impossible de payer des salaires supérieurs aux taux contractuels.

Les autorités nazies violent les contrats.

(I.T.F.) La situation des travailleurs des services publics en Allemagne démontre combien peu de valeur ont les clauses contractuelles lorsqu'il n'y a ni syndicat, ni délégués du personnel pour veiller à leur observation.

Le contrat-type national conclu en 1928 pour les travailleurs au service du Reich entre syndicats et autorités, est encore en vigueur à l'heure qu'il est comme ordonnance contractuelle. Ceci veut dire qu'il n'est plus qu'un règlement unilatéral de la part des autorités qui ont, à tout moment le droit d'y apporter des modifications dont elles ont déjà usé. Les dispositions non modifiées ont néanmoins aussi perdu en valeur. Les autorités et les organismes nazis trouvent le moyen de tourner les clauses des contrats tout en observant les contrats. L'organe des juristes nazis, le "Deutsches Arbeitsrecht" signale (dans son numéro de septembre 1937) les méthodes suivantes que l'on affectionne. On convient avec des employés nouvellement engagés de les classer dans une échelle de salaires trop basse. "Il convient de tenir compte à ce propos que l'employé n'a pas au moment de son engagement la possibilité de vérifier si son travail futur correspond ou non à l'échelle qu'on lui propose. Suivant les expériences acquises on peut admettre que l'employé n'atteint pas un traitement conforme au tarif et suppose que l'échelle proposée est celle à laquelle il a droit."

Mais il oublie lui qu'il a affaire à des autorités nazies...

D'autres pouvoirs publics exercent sur leurs employés une certaine pression. Ils classent les aspirants-fonctionnaires sous la réserve d'approbation de la part de l'autorité supérieure, dans l'échelle de traitement qui leur revient. Lorsque toutefois l'approbation demandée est refusée--comme on s'y attendait-- on exige de l'employé qu'il se contente d'être classé dans une échelle inférieure ou qu'il quitte le service. L'ancien contrat prévoyait (à l'article 24) que les délégués du personnel pouvaient engager une procédure de contrôle afin de protéger les employés contre l'arbitraire des autorités publiques. Aujourd'hui il n'y a plus de délégués du personnel et les travailleurs des services publics sont sans défense.

(Pour les rédactions: l'ordonnance dont il est question ci-dessus ne s'applique pas seulement à tout le personnel des pouvoirs publics, des entreprises de l'Etat, de la Reichsbahn et--en majorité-- de la Reichsbank, mais elle a aussi été prise comme exemple pour les contrats de tous les salariés d'organismes semi-officiels, tels que les chambres de commerce, les associations patronales et de nombreuses organisations nazies.

Les mouvements revendicatifs dans le troisième Reich.

Un premier succès pour les marins

(I.T.F.) Les Nazis ont tenté par des interdictions, par des menaces, par des arrestations, de réprimer le mouvement revendicatif commencé par les ouvriers spécialistes allemands qui profitent de la vague des armements. Ils n'ont pas réussi jusqu'ici. Les ouvriers spécialistes de l'industrie métallurgique et ceux du bâtiment ne sont pas laissés enlever les augmentations de salaires arrachées; toujours à nouveau des mouvements sont déclenchés dans les deux industries en question. Les Nazis qui ont détruit les organisations syndicales à l'effet de pouvoir utiliser contre les travailleurs dans une mesure aussi vaste que possible, des lois du marché du travail capitaliste, ont fait l'impossible pour empêcher certaines catégories ouvrières, pour lesquelles la situation sur le marché du travail s'améliorait à la suite des armements accrus, de profiter de cette situation avantageuse. Ils tolèrent les gros bénéfices mais ils sont contre les salaires qui devraient y correspondre. N'ayant pas entièrement gain de cause, le gouvernement allemand a accordé aux employeurs le droit formel de réduire quand bon leur semble les salaires "de conjoncture" supérieurs au tarif. "Lorsque les salaires supérieurs au tarif sont des salaires "de conjoncture", dus uniquement à une demande accrue de certains ouvriers spécialistes... ceux-ci peuvent d tout temps (!) être ramenés aux taux contractuels au moyen d'une dénonciation du contrat du travail. De pareils salaires sont préjudiciables au point de vue économique aussi bien que social"--ainsi déclara le Dr. Klac-brenner, conseiller ministériel au ministère allemand du Travail (Frankfurter Zeitung du 26 septembre). Attendu qu'il n'existe pas de syndicats pour garantir aux travailleurs, au moyen de contrats collectifs, les augmentations arrachées, les ouvriers doivent dans une lutte incessante contre

le patronat défendre leurs conquêtes.

En ce qui concerne les marins, les Nazis ont cherché à leur rendre difficile autant qu'ils le pouvaient, tout mouvement revendicatif. Depuis des années les marins mènent une lutte tenace pour le rétablissement des soldes d'avant la crise. Lorsque la marine de guerre fut étendue durant de l'occupation à des milliers de matelots et d'officiers expérimentés, lorsque les industries de guerre se montrèrent prêtes à payer aux chauffeurs des salaires bien plus élevés que ne leur payaient les armateurs, il y eut une pénurie très marquée de gens de mer, partant une situation favorable à un mouvement. Bientôt il n'était plus possible d'enrôler des marins pour la navigation vers l'Espagne sous pavillon étranger spécialement celui du Panama--en d'autres mots pour les envois de matériel de guerre à Franco--sans leur payer un supplément de salaire élevé qui, d'abord de 30 marks, monta à 40, 50, 60 voire 80 marks. Les armateurs cédaient, Franco payait.

Ce que les armateurs ne voulaient pas, c'était accorder des augmentations générales des salaires. Non pas que leur situation financière fut mauvaise; les sociétés d'armement spécialisées font depuis longtemps des bénéfices, une qui aurait encore eu des déficits aurait obtenu sans peine des subventions de l'Etat. Quant aux marins, leur situation était moins brillante.

En 1936 la solde moyenne était de 38% inférieure à celle de 1931 (moyenne pour états-majors et marins subalternes établie par la Caisse de prévoyance pour les travailleurs maritimes); avec cela le coût de la vie avait en 1936 depuis longtemps remonté au niveau de 1931 et les diverses retenues, "facultatives" ou non, pratiquées sur la solde avaient presque triplé.

Depuis le début de 1936, les marins des principales nations maritimes ont arraché d'importantes augmentations de salaire. Le plus en plus souvent, il se produisait depuis lors que des marins allemands débarquaient dans des ports de l'étranger et s'enrôlaient sur un bateau d'une autre nationalité. Avec préoccupation la marine de guerre voyait sa réserve de main-d'oeuvre disparaître. Le général Göring, pria d'intervenir, recommanda aux armateurs de céder et d'augmenter sur-le-champ les taux des soldes. Suivant une évaluation de l'organe officieux du ministère de l'Economie nationale il s'agit, dans ces augmentations, d'"un montant de plusieurs millions", qui--en considération de la somme globale ..d'environ 90 millions payés en salaires-- "n'est pas d'une importance décisive et peut certes être payée sans aucune difficulté par les armateurs particuliers qui à l'heure actuelle, font de jolies affaires" (Der Deutsche Volkswirt, 10 septembre 1937). En ce qui concerne les grosses sociétés de navigation, le journal plaide pour que des facilités leur soient accordées vu que la navigation sur des lignes importantes de ces sociétés se pratique déjà avec des subventions de l'Etat, leur subvention sera sans doute augmentée dans une même proportion. De la sorte ce seront les contribuables qui paieront les augmentations. Les armateurs ont donc pu consentir cette majoration des soldes "sans déchirement" va jusqu'à écrire "Der deutsche Seemann", le journal du front allemand du Travail (dans l'édition spéciale distribuée à bord de tous les navires).

Les soldes n'ont pas été augmentées pour toutes les catégories; les armateurs ont seulement cédé devant voir s'embaucher pour un emploi à terre, débarquer dans un port de l'étranger ou s'enrôler dans la flotte de guerre. Les stewards par exemple n'ont pas reçu un centime de plus, même pas les hommes mariés, bien que le président de l'Association des armateurs (Essberger) dise, en parlant des salaires actuels qu'ils sont "en tous cas trop bas pour les mariés". ("Der Deutsche Seemann", édition spéciale, page 5). Les stewards en effet auraient en général de la peine à trouver du travail à terre comme garçon et encore, le salaire serait-il le plus souvent inférieur à leur solde maritime. Les cuisiniers par contre pour qui un changement est plus facile, ont vu majorer leur rétribution. Les jeunes apprentis et aides n'ont pas non plus été augmentés. Les armateurs croient pouvoir être sûrs d'eux vu que pour trouver à s'employer à terre ils auraient, en tant que moins de vingt-cinq ans, besoin d'une autorisation spéciale du bureau de placement. Les radiotélégraphistes n'ont pas obtenu non plus d'augmentation de leur supplément.

Les suppléments pour heures supplémentaires n'ont pas été changés on les a maintenus au niveau de crise de sorte que proportionnellement les heures supplémentaires sont moins payées que jamais. Avec cela, bien des armateurs réussissent à compenser les augmentations accordées par les effectifs insuffisants. L'assurance pour perte d'effets n'a pas été améliorée, malgré la hausse de tous les prix; même l'indemnité de nourriture n'a pas bougé. \* les desiderata de ceux qu'ils craignent



\* de 120 à 130 par mois; en 1931 il en avait 132 marks.

Pour les marins subalternes les soldes ont été augmentées de 20% environ, pour les officiers d'à peu près 10%. Le matelot adulte qui recevait jusqu'ici 103 marks touche maintenant \*. Le traitement du capitaine en second a monté de 300 à 330 marks mais en 1931 il était de 380. Encore la situation des marins est-elle autre qu'en 1931 en ce sens que les retenues pour assurances sociales et pour versements "facultatifs" de toutes sortes ont bien augmenté. L'augmentation accordée ne signifie guère plus qu'une goutte d'eau sur une pierre brûlante; toujours la solde moyenne à bord des navires allemands est de 30% inférieure à 1931. De plus: la solde pour laquelle les marins sont enrôlés dans les bureaux de placement ne leur est pas payée. Sur chaque mark de salaire, environ 30 pfennigs passent en impôts et retenues. De ses 120 marks un matelot garde pour lui en fin de compte, quelque 84; de ses 130 marks, un chauffeur garde 91 marks. C'est pourquoi l'édition spéciale du journal "Der Deutsche Seemann" dans laquelle le "front du travail" a fait connaître les augmentations accordées, a été froidement accueilli par les personnels navigants.

La réception faite par l'Allemagne (I.T.F.) A l'occasion de la visite de Mussolini à Munich et à Berlin, bon nombre d'établissements avaient fermé. Les employeurs furent obligés de payer à leur personnel le salaire complet de la journée de congé. Cela représente un coup assez dur pour beaucoup d'employeurs petits et moyens, les grands, qui le plus souvent travaillent pour l'Etat peuvent, eux, facilement récupérer ce surplus de dépenses dans le prix qu'ils calculent à leur client.

Les ouvriers n'avaient droit au salaire que s'ils prenaient effectivement part aux démonstrations commandées. La participation a été rigoureusement contrôlée. Seuls les ouvriers qui pouvaient remettre un certificat médical attestant que leur état de santé les empêchait de prendre part aux cortèges, n'étaient pas tenus de se présenter. Généreusement, on renonça à exiger un pareil certificat des invalides de guerre et des accidentés du travail. Les dictateurs n'aiment pas voir dans leur démonstrations belliqueuses des travailleurs victimes du militarisme qu'ils glorifient.

L'arbitraire patronal en Allemagne (I.T.F.) Les ouvriers allemands n'ont quelques exemples.----- des heures de loisir que lorsque leur chef d'entreprise le veut bien. De façon tout à fait inattendue, on peut toujours au dernier moment leur imposer des heures supplémentaires. L'employeur peut faire ces heures exactement quand et comme bon lui semble. Il n'a pas besoin de consulter un conseil d'usine -- il n'y en a plus-- il n'a pas besoin de se soucier d'une organisation syndicale --les Nazis les ont détruites. L'employeur dicte sa volonté et la justice aussi bien que la police sont à ses côtés pour l'aider à briser une résistance quelconque des salariés. De pareilles conditions se reflètent même dans la presse allemande.

Un jugement du tribunal prud'homal de Berlin donne lieu au "Angriff" le journal quotidien du Front du travail (N° 184) de constater explicitement que les employeurs ont à tout moment le droit d'exiger des heures supplémentaires. Celui qui refuserait d'accomplir ce travail inattendu agirait en infraction au droit du travail nazi. Les employeurs ont d'autre part tout autant le droit d'imposer d'un moment à l'autre du chômage forcé avec la diminution du revenu qu'il comporte. "Der Ruhrarbeiter" (cinquième édition d'août) publie une lettre d'un président de ceules d'entreprise: "Le vendredi mon chef d'entreprise est venu me trouver et m'a dit qu'à partir du lundi il ne nous faudrait plus travailler que 36 heures à la place de 48. Le chef d'entreprise a-t-il tout simplement le droit de décréter de manière unilatérale à trois jours d'intervalle, une mesure de chômage partiel pour ouvriers et employés avec une réduction correspondante des salaires et traitements?"

"L'indignation qui ressort de cette demande --ainsi le journal--est compréhensible". Nous partageons cette opinion mais nous ne sommes plus de l'avis de l'organe du Front du travail lorsque celui-ci cherche à présenter la mesure arbitraire de cet employeur comme un cas isolé et à calmer ainsi l'indignation "compréhensible" du travailleur nazi. En réalité ce chef d'entreprise n'a fait qu'user des droits presque illimités que les Nazis ont conférés à tous les chefs d'entreprise allemands.

Un autre exemple de ce que les employeurs osent se permettre dans 1 Troisième Reich, également emprunté au journal "Der Ruhrarbeiter" (3ème édition de septembre): "Dans la salle des chaudières et des machines de notre entreprise"--ainsi écrivent des ouvriers-- "nous travaillons depuis

chacune dix ans en trois équipes qui se chevauchent, d'une amplitude totale de 10 heures. A présent on nous a notifié avec effet immédiat(!) que pour l'équipe de nuit et celle du matin, la coupure est supprimée; pour la nouvelle, dixième heure de travail que nous devons faire à la place du repos aboli, on ne nous paie jusqu'ici aucun supplément".

Le journal nazi s'abstient hélas de citer nommément l'entreprise où cela se passe. L'établissement qui réalise du "socialisme allemand", transformant un repos en une heure de travail non rétribuée, appartient-il peut-être au citoyen Thyssen, ou au citoyen Kirdorf ou encore à un des autres bailleurs de fonds de M. Hitler?

Pain du Plan quadriennal  
"mauvais, humide et pâteux"

(I.T.F.) Le "National Zeitung" le quotidien nazi d'Essen écrit: "Celui qui par les temps qui courent visite Ber-

lin a vite fait de constater --indifféremment qu'il s'agisse du ménage de ses amis, de la petite gargote ou du grand restaurant-- que le pain est mauvais; humide, pâteux et collant d'un goût médiocre, il semble se plaire à rester fort longtemps dans l'estomac du mangeur. Lorsque ce thème épineux est abordé, les ménagères berlinoises entament des geignements qui dans les ménages où le pain constitue l'aliment principal, dénaturent vite en des juréments peu plaisants.

"...le boulanger dit qu'avec le plan quadriennal ....on met de tout dans la farine et avant tout, le blé est à tel point moulu et remoulu qu'il est impossible de préparer encore du beau pain savoureux." (National Zeitung, Essen N° 226 du 17 août 1937)

L'enseignement primaire au Troisième Reich.

(I.T.F.) Un recensement des élèves et du personnel enseignant des écoles primaires élémentaires, fait

en Allemagne le 15 mai 1936 montre combien le Troisième Reich a négligé ses écoles publiques. Le recensement précédent avait eu lieu en 1931. "Il y avait en moyenne par classe en 1936 41 élèves contre 38,9 en 1931 et environ 42,7 enfants pour un instituteur contre 40 en 1931" ainsi l'Office de statistiques du Reich dans son organe Wirtschaft und Statistik (N° du 1er août 1937). Le nombre des élèves s'est accru, alors que celui des instituteurs était en régression.

Pour de fastueuses festivités l'argent ne manque pas au Troisième Reich. Il économise par contre sur l'enseignement des enfants ouvriers qui pourraient peut-être encore trop apprendre, même avec les programmes d'études nationaux-socialistes.

La misère en Autriche.

(I.T.F.) Le rapport annuel de l'Inspection autrichienne du travail pour l'an-

née 1936 contient des données sur le mouvement de la consommation: "On constate dans les rapports des inspecteurs régionaux que dans la période écoulée il y a eu dans l'industrie de l'alimentation un recul ultérieur de la vente dû, selon l'opinion des producteurs, d'une part au fléchissement du pouvoir d'achat et à la préférence donnée par les acheteurs aux marchandises meilleur marché et d'autre part à l'influence défavorable du mauvais temps sur le mouvement touristique."...

"Pour les saucissons et conserves de viande, la vente a baissé d'environ 22% vu l'augmentation de la taxe sur le chiffre d'affaires, qui fait que désormais ce genre d'article est devenu inabordable pour la grande masse des acheteurs..... Les fabriques de margarine ont pu augmenter leur production, vu la hausse du prix du saindoux et le resserrement du pouvoir d'achat de la population qui réduisit sa consommation de graisses animales. Dans l'industrie laitière la vente de crème et de lait pasteurisé a reculé. Pour les articles de première nécessité, tels que les vêtements, le linge et les chaussures, ainsi que pour les denrées alimentaires, la préférence du public allait toujours aux objets les meilleur marché..... La production de savon et d'articles de parfumerie a dû resserrer les effectifs de son personnel et parfois introduire du chômage partiel vu le recul de la consommation!"

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME.

Cheminots et actionnaires. (I.T.F.) Le 1er juillet 1937, les Chemins de fer fédéraux d'Autriche ont repris l'exploitation du chemin de fer Vienne-Aspang (Aspang-Bahn) qui se trouvait en difficultés financières. Après les nombreuses déclarations de la dictature catholique, on pourrait supposer que la situation faite au personnel de ce chemin de fer secondaire à la suite de la reprise de l'exploitation par la principale entreprise de l'Etat autrichien, n'est pas plus mauvaise que celle des actionnaires. Une fois de plus cependant les dictateurs catholiques n'ont pas mis en pratique les principes des encycliques papales si souvent proclamés en théorie.

L'exploitation de la Aspang-Bahn a toujours accusé des profits. La direction placée à la tête de l'entreprise par les actionnaires belges, l'a toutefois, par la contraction d'un emprunt au taux usurier de 17%, artificiellement grevée de dettes et trouvé ainsi un prétexte pour ne pas payer à l'Etat l'impôt sur les billets. Elle exigeait de l'Etat qu'il renonce à 3 millions et demi de schillings d'impôts et que le contrat collectif, conclu encore par l'organisation syndicale libre, selon lequel les conditions de travail du personnel de la Aspang ne pouvaient pas être inférieures à celles du personnel des chemins de fer fédéraux, dans le but d'exercer de la pression sur le gouvernement pour que celui-ci s'incline devant ses désirs, la direction se mit à tracasser le personnel. Le 1er mars on ne lui paya que le cinquième de son traitement, en le menaçant de nouvelles réductions et de compressions des effectifs. Le 1er avril de nouveau, on ne paya que 30% des traitements, sans que personne ne sache quand il toucherait le reste. Les délégués du personnel désignés par les autorités ne bougèrent pas, mais le groupement syndical clandestin des cheminots (qui fait partie de l'ITF) organisa la résistance. Malgré une rigoureuse surveillance policière des feuilles volantes furent distribuées insistant sur les revendications du personnel: que les actionnaires étrangers de la direction soient rendus responsables, que le réseau soit repris par l'Etat qui en assure l'existence, que des délégués du personnel soient librement élus pour représenter légalement les intérêts du personnel en cette situation difficile. \* soit annulé

Certains milieux des classes moyennes, intéressés au maintien du réseau, s'employèrent en même temps que les cheminots pour que le réseau soit sauvé. Le gouvernement a dû céder devant cette pression et l'exploitation de la ligne a été reprise par les Chemins de fer fédéraux. Aucun des agents toutefois n'a pu conserver un emploi commissionné.

Jusqu'au 30 juin 1939, les chemins de fer fédéraux auront le droit de mettre à la retraite prématurée chaque agent qui ne leur semble pas absolument indispensable, sans se soucier de la grandeur, ou plutôt de la petitesse, de la pension à laquelle il a droit. Les agents repris ne peuvent, eux, faire valoir aucun titre à être employés dans un poste équivalent à celui détenu. Ils peuvent à tout moment être affectés à une fonction inférieure à raison du salaire plus bas qu'elle comporte. Encore pire est le sort échu aux aspirants-fonctionnaires, aux auxiliaires non commissionnés et aux ouvriers temporaires. Les chemins de fer fédéraux ne les ont tous repris que comme temporaires qui peuvent à n'importe quel moment être jetés sur le pavé. Il y a parmi eux des hommes qui ont été occupés à la Aspang-Bahn pendant huit années consécutives. Les allocations familiales leur ont été supprimées.

Mais la dictature catholique n'a pas oublié les actionnaires. Ils touchent pendant 34 ans--jusqu'à expiration de la concession-- 400.000 schillings par an, ce qui, avec un capital en actions de 5,8 millions, revient à un dividende de 7%. Une fois de plus on a vu clairement démontrés les principes sociaux de la dictature catholique "corporative": autant d'égards pour le capital, aussi peu pour les classes travailleuses.

La résistance des cheminots autrichiens. (I.T.F.) La société récréative "Neue Leben" (Vie nouvelle) créée par le

Front patriotique suscite de plus en plus d'opposition parmi les cheminots. La direction des chemins de fer fédéraux qui, sans les consulter, avait fait inscrire tous les cheminots membres, a dû annuler (le 24 juillet) son instruction disant que les cotisations devaient être retenues sur les salaires. En quelques semaines, 35.000 cheminots au moins, sur un total de 55.000, ont déclaré par écrit leur retrait de l'association "Neues Leben".

( Pour les rédactions: Voir le supplément au numéro du 7 août dernier.)